



Augmentation de salaire indécente de la PDG de la RATP : Catherine Guillouard assume son mépris de classe

Alors que les fake-news à propos des agents RATP fleurissent un peu partout dans la presse, avec pour objectif de délégitimer les revendications des agents en lutte contre le projet de réforme des retraites, l'information la plus surréaliste est pourtant authentique : **Catherine Guillouard PDG de la RATP a cru bon d'augmenter son salaire de 12,5% alors que dans le même temps, l'entreprise propose aux agents une hausse de 0,6% de leur salaire statutaire, un chiffre inférieur à celui de l'inflation.**

Ces 12,5% correspondent à 50 000 euros d'augmentation annuelle, de quoi s'épargner des fins de mois semblables à celles des agents RATP. De quoi également s'offrir une vie sociale riche, au propre comme au figuré.

Lorsque l'on perçoit déjà plus de 33 000 euros mensuels, pour quelle raison s'attribue-t-on une augmentation de salaire comme celle que Catherine Guillouard vient de confisquer à la Régie Autonome des Transports Parisiens, si ce n'est pour affirmer sa domination de classe ?

La nouvelle de cette augmentation injustifiée n'est pas passée inaperçue parmi les agents à qui l'entreprise publique a royalement consenti une revalorisation de 0,6% pour l'année 2019, lors des négociations salariales annuelles.

Au passage, **SOLIDAIRES RATP s'interroge sur le silence assourdissant des élus administrateurs au Conseil d'Administration de la RATP qui ne pouvaient ignorer cette information.**

SOLIDAIRES RATP invite Catherine Guillouard à renoncer à la hausse de son salaire et la met en garde : si elle persiste dans cette direction scandaleuse, sa crédibilité de dirigeante ne tardera pas à disparaître totalement.

En outre, cette augmentation de 50 000 euros annuels pose la question de la répartition des richesses, dans notre entreprise, mais aussi dans tout le pays. **Dès le 5 décembre, les militantes et militants SOLIDAIRES RATP, comme l'ensemble des militantes et militants de l'Union syndicale SOLIDAIRES, combattront aussi pour une autre répartition des richesses.**

Fait à Paris, le 28 octobre 2019